

des arrangements de libre-échange pour accroître leur avantage concurrentiel, mais se rendent compte que d'autres se joignent à la course par peur de perdre leur accès à l'investissement, à la technologie et aux marchés. Par leurs initiatives récentes dans la région du Pacifique et en Amérique latine, les États-Unis ont jusqu'à maintenant été le principal promoteur de l'adoption d'arrangements régionaux plus poussés. Mais l'Union européenne a elle aussi cherché à élargir ses propres sphères de libre-échange en Europe centrale et orientale, en Afrique du Nord et en Amérique du Sud, tandis que des pays comme le Canada, l'Australie, le Chili, le Brésil et d'autres ont été des acteurs tout aussi actifs aux niveaux régional et sous-régional. Bon nombre de ces initiatives reflètent un processus plus global de libéralisation concurrentielle – toutes sont menées par un secteur privé qui, bien souvent, devance largement les responsables des politiques.

Le régionalisme n'a pas ralenti la progression de la libéralisation dans le monde : en fait, il l'a accélérée. L'élimination des barrières à l'intérieur des régions a rendu les économies membres plus concurrentielles, ce qui, en retour, a incité les industries et les groupes d'intérêt nationaux à accepter une plus grande libéralisation à l'échelle mondiale. De plus, les accords régionaux ont servi de creuset à des innovations et à des expérimentations dont les résultats se sont souvent répercutés dans d'autres instances. On n'a qu'à penser à l'impact que les travaux de la Communauté européenne sur les marchés publics ont eu sur le Tokyo Round; ou encore à la mesure dans laquelle les dispositions de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis [ALE] relatives à l'investissement ont influé sur les négociations de l'Uruguay Round. Mais, surtout, le régionalisme a été une source de tension créatrice dans l'ensemble du système mondial, forçant le rythme d'autres initiatives régionales et multilatérales. Ce n'est pas l'effet du hasard si le Kennedy Round a progressé de pair avec la formation de la Communauté européenne, le Tokyo Round avec le premier élargissement de cette dernière, et l'Uruguay Round avec l'initiative du Marché unique et l'ALENA.

Pourtant, le dynamisme même de ce processus peut aussi compromettre la cohérence et la stabilité de l'économie mondiale si le régionalisme commence à reléguer au second plan le système multilatéral plus fondamental. Si nous n'arrivons pas à expliquer comment les blocs interagissent entre eux et, surtout, avec l'Organisation mondiale du commerce, alors il se peut fort que « tout se disloque ». À tout le moins, il y a les problèmes administratifs inévitables générés par le réseau de plus en plus enchevêtré d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux. Les exportateurs doivent déjà composer avec un dédale de tarifs préférentiels, des tarifs souvent faibles au départ et qui peuvent imposer aux entreprises des coûts de transaction sans commune mesure avec les supposés avantages pour les industries